

Recommandations pour le budget du Québec 2020

Bâtir la résilience des collectivités pour offrir une réponse durable face aux crises

Table des matières

À propos d'Équiterre	3
Contexte : les trois crises et la reprise	3
Emploi : remettre les Canadiennes et les Canadiens au travail	4
Faire les bons choix : le prix du pétrole	4
Des investissements fiscalement responsables : en avoir pour notre argent	5
Poser les jalons de la transition juste : soutenir les travailleur.euse.s et les travailleurs, pas les pétrolières ..	5
Énergie : miser sur le renouvelable et l'abordable	6
Transport : ambition et innovation	7
Transport collectif : un service public essentiel	7
Mieux utiliser nos ressources renouvelables	8
Agriculture : renforcer la chaîne de valeur	9
Protéger nos capacités de production	9
Vers un système plus autonome et plus résilient	9
Conclusion : diminuer la vulnérabilité des Canadiens et des Canadiennes face aux crises	11

À propos d'Équiterre

Depuis plus de 25 ans, Équiterre propose des solutions concrètes pour accélérer la transition vers une société où les citoyens, les organisations et les gouvernements font des choix écologiques qui sont également sains et équitables. D'ici 2030, Équiterre aura contribué, en partenariat avec les communautés locales, à l'émergence de politiques publiques ainsi que de pratiques citoyennes et corporatives favorisant une économie sobre en carbone et un environnement plus résilient.

Contexte : les trois crises et la reprise

Depuis plus d'un quart de siècle, Équiterre travaille quotidiennement à éviter un choc économique et social causé par les changements climatiques. En 2020, c'est une autre crise, sanitaire, qui a exposé aux yeux de tous la vulnérabilité de nos sociétés. Le genre de choc que nous tentions d'éviter nous a rattrapés. Nous vivons un bouleversement sans précédent de nos vies, étourdis par la perte de contrôle sur ce qui définissait notre réalité.

La présente crise de santé publique, par l'entremise de la pandémie de coronavirus, a fait naître une crise économique en pleine crise environnementale. Toutes ces crises plongent nos villes, nos régions, nos pays et notre monde dans une profonde remise en question de notre fonctionnement économique et social.

Comment faire en sorte que cette remise en question nous permette de nous relever et de mettre en place des modèles de sociétés plus durables et plus résilientes, qui sont prêtes à faire face aux crises futures et à atténuer les chocs pour les populations civiles ? Une façon d'y arriver est de reconnecter les enjeux environnementaux, économiques et sociaux, car ils sont interdépendants et simultanément en crise. La réponse à la crise sanitaire, à moyen et long terme, doit également être une réponse aux crises financière et climatique.

Emploi: remettre les Canadiennes et les Canadiens au travail

La COVID-19 et ses retombées sur l'économie constituent une crise sans précédent qui affecte tous les secteurs de la société. Équiterre est solidaire des travailleurs et travailleuses du secteur de la santé, des millions de personnes qui ont perdu leur emploi et des personnes touchées par le virus, en particulier les plus vulnérables. Équiterre tient à rappeler son soutien au gouvernement et son entière collaboration avec lui pour faire face à cette situation critique.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui pour répondre à la crise auront des impacts pour les années à venir, et nous devons nous assurer de déployer des mesures économiques compatibles avec la volonté annoncée du gouvernement de décarboniser l'économie pour 2050.

Équiterre se base sur les critères suivants pour recommander ces mesures :

- Soutenir directement les canadiennes et les canadiens affectés par cette crise ;
- Prioriser ce qui permet de bâtir une économie résiliente à long terme, en soutenant les secteurs d'avenir ;
- Accélérer la lutte contre la crise climatique, un impératif qui demeure malgré la pandémie, en offrant un tremplin à une transition énergétique urgente et indispensable.

Faire les bons choix: le prix du pétrole

Quelques jours avant que la pandémie ne sévisse de manière sérieuse au Canada, la guerre de prix entre l'Arabie Saoudite et la Russie provoquait une chute du prix du baril de pétrole, emmenant le prix du baril albertain à 17,80\$US en date du 24 mars, puis à un creux de 3,87\$US, un record, le 30 mars 2020¹. Ces tendances sont structurelles: alors que, en 2012, le brut canadien se vendait au-dessus de 100\$US le baril, depuis 2015, le prix a rarement dépassé 50\$²

Ces chiffres se situent sous le seuil de rentabilité de plusieurs projets fossiles. Effectivement, le seuil de rentabilité pour l'exploitation à ciel ouvert de sables bitumineux se situe entre 90\$US et 100\$US, comme les sables bitumineux Athabasca, et entre 60\$US et 80\$US pour l'extraction in situ, comme les sables bitumineux Wabasca.³

Le prix du pétrole risque de demeurer bas au fil des prochains mois. L'impératif de la diversification économique s'impose donc plus que jamais et il répond également à l'impératif climatique, qui demeure malgré la covid-19. Il faut d'ailleurs ajouter à cette réalité les milliards de dollars en restauration des sites d'exploitation.⁴

1 [National Observer](#)

2 [National Observer](#)

3 [Selon le Conference Board of Canada](#)

4 [National Observer](#)

Des investissements fiscalement responsables: en avoir pour notre argent

En 2008, le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario ont dû injecter 13,7 milliards de dollars américains pour sauver des milliers d'emplois dans le secteur de l'industrie automobile. Encore aujourd'hui, ces prêts et leurs intérêts n'ont pas été remboursés en totalité et le gouvernement fédéral a abandonné le recouvrement de 2,6 milliards de dollars en 2018⁵.

Or, si la création d'emplois à l'échelle canadienne a été impressionnante au cours de la dernière décennie et jusqu'à l'apparition de la pandémie, l'industrie automobile essuie plutôt des pertes. Depuis le début des années 2000, le Canada a perdu cinq usines d'assemblage, car une large part de sa production de véhicules a été transférée aux États-Unis et au Mexique⁶. Rappelons notamment la fermeture récente de l'usine de GM située à Oshawa, en Ontario, due au contexte politique et commercial du Canada que l'entreprise considérait peu propice à un investissement dans la restructuration de son usine de montage pour répondre à une demande croissante de véhicules à faibles émissions ou à zéro émission.

Il est donc impératif d'éviter les erreurs du passé et d'investir dans des secteurs qui vont permettre aux contribuables canadiens d'en avoir pour leur argent dans une perspective à long terme. Par exemple, il est nécessaire d'investir dans le nettoyage des puits de pétrole orphelins, une dette écologique pouvant s'élever jusqu'à 260 milliards de dollars. L'aide qui sera accordée par le gouvernement fédéral dans les différents secteurs économiques devrait être conditionnelle à l'adhésion à des principes de développement durable, afin que la solution envisagée pour se remettre de la crise sanitaire de la COVID-19 ne serve pas à alimenter une crise environnementale, qui menace également la santé et la sécurité des Canadiennes et des Canadiens.

Finalement, nous encourageons le gouvernement canadien à poursuivre les objectifs du *Cadre pancanadien sur la croissance durable et les changements climatiques*⁷ en ce qui a trait au développement des énergies renouvelables et notamment l'expansion du réseau hydroélectrique. Il est attendu que les énergies renouvelables représentent plus de 60% des sources énergétiques à l'échelle mondiale en 2050 vis-à-vis des 14% observés en 2015⁸, ce qui permettrait de respecter l'objectif de l'Accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique bien en-deçà de la barre des 2 degrés par rapport à la période préindustrielle⁹.

Poser les jalons de la transition juste: soutenir les travailleur.euse.s et les travailleurs, pas les pétrolières

Plusieurs travailleurs et travailleuses canadien.ne.s, incluant ceux et celles de l'industrie fossile, perdent leur revenu en raison de la crise sanitaire. Équiterre reconnaît le travail accompli en ce sens par le gouvernement avec sa nouvelle bonification des programmes de support financier pour les travailleur.euse.s et des programmes d'allocation familiale¹⁰. Équiterre est d'avis que le gouvernement pourrait jumeler le soutien financier actuellement offert aux individus à celui qui les mènera à l'obtention d'un nouvel emploi, et ce, à chaque étape, incluant le soutien du revenu, l'éducation et le renforcement des compétences, le réemploi et la mobilité du secteur des énergies fossiles vers des secteurs émergents comme l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies

5 [Comptes publics du Canada 2018 - Volume III \(p. 134 - Renonciation de 2,6 milliards par Exportation et développement Canada\)](https://www.ledevoir.com/economie/539646/le-canada-a-recupere-une-bonne-partie-de-son-aide-de-14-milliards-a-gm-et-a-chrysler-durant-la-crise) (Article initial: <https://www.ledevoir.com/economie/539646/le-canada-a-recupere-une-bonne-partie-de-son-aide-de-14-milliards-a-gm-et-a-chrysler-durant-la-crise>)

6 [Canadian Centre for Policy Alternatives \(p.5\)](#)

7 http://publications.gc.ca/collections/collection_eccc/En4-294-2016-fra.pdf

8 [Energy Strategy Reviews](#)

9 [IRENA](#)

10 [Gouvernement du Canada](#)

- 1. Allouer des fonds et appliquer les recommandations du *Groupe de travail sur la Transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes* dans le budget 2020.** En 2019, le *Groupe de travail sur la Transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon Canadiennes* a présenté au gouvernement deux rapports sur la façon de faire en sorte que la transition de l'électricité produite à partir du charbon soit équitable pour les travailleur.euse.s du charbon et les collectivités canadiennes. En 2018, le gouvernement a engagé 35 millions de dollars visant à appuyer les travailleur.euse.s et les collectivités touchés. Cet engagement devrait être bonifié afin d'appliquer les recommandations du *Groupe de travail*, plus pertinentes que jamais alors que les collectivités et les travailleur.euse.s des centrales au charbon sont confrontés du même coup à une crise économique.
- 2. Appliquer à l'ensemble des industries fossiles les recommandations du *Groupe de travail sur la Transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes*.** Les recommandations du *Groupe de travail* étaient axées sur le charbon, mais sont applicables plus largement aux industries du gaz et du pétrole canadiennes, qui sont confrontées à la même conjoncture que le charbon, soit un désinvestissement des fonds internationaux dans le contexte de la lutte à la crise climatique, en plus d'une contraction de la demande internationale à cause de la COVID-19. Les travailleur.euse.s de cette industrie méritent d'être impliqués et soutenus dans le cadre de cette diversification économique qui les concerne d'abord et avant tout. Le budget 2020 devrait donc allouer des fonds à cet escient.

Énergie : miser sur le renouvelable et l'abordable

Renflouer les coffres de l'industrie pétrolière canadienne n'apparaît pas comme une solution durable : l'expansion continue de la production pétrolière et gazière n'est pas compatible avec les engagements du gouvernement en matière de réduction des émissions de GES. Le gouvernement fédéral doit plutôt travailler avec ses partenaires provinciaux et territoriaux pour renforcer les secteurs de la production et de la distribution d'énergies propres et renouvelables.

Dans ce contexte, Équiterre recommande les mesures suivantes :

- 3. Maintenir la tarification carbone ainsi que l'augmentation du prix plancher sur le carbone de 20\$ à 30\$ survenue le 1er avril.** Ce signal positif pour les investisseurs apporte une certitude à ces derniers ainsi qu'aux entreprises qui souhaitent faire des choix plus sobres en carbone. L'incitatif à l'action pour le climat étant neutre sur le revenu, plusieurs familles reçoivent plus qu'elles ne paient, un soutien bienvenu en période de COVID-19, qui offre aux Canadien.ne.s de l'argent pour se permettre la transition vers des énergies plus propres.
- 4. Maintenir son engagement d'éliminer les subventions aux énergies fossiles en publiant, dans le budget 2020, une feuille de route pour l'élimination complète des subventions à la production de combustibles fossiles d'ici 2025.** Le bas prix du pétrole offre une opportunité au gouvernement de libérer de l'espace fiscal en éliminant ces subventions dès maintenant et en réorientant ces fonds vers une transition juste.
- 5. Divulguer publiquement, avant la fin de 2020, les résultats de l'exercice d'examen par les pairs des subventions aux énergies fossiles réalisé conjointement avec le gouvernement de l'Argentine.** En 2009, les pays membres du G20 se sont engagés à éliminer progressivement les subventions « inefficaces » aux combustibles fossiles. Au G7 en 2018, le Canada et son partenaire l'Argentine ont amorcé

un examen de leurs subventions qui n'est toujours pas conclu et duquel les résultats ne sont toujours pas disponibles. Équiterre réitère donc cette demande faite en 2019.

- 6. Aligner le financement d'Exportations et Développement Canada (EDC) avec les objectifs de réduction des émissions de GES du gouvernement lors de la revue législative de 2020.** Concrètement, cela veut dire éliminer le financement et le soutien d'EDC à la production d'énergies fossiles et s'assurer que la politique de changements climatiques d'EDC est alignée avec l'Accord de Paris. Cela veut dire également augmenter la transparence d'EDC quant aux transactions qu'elle finance, incluant le financement des activités domestiques qui ne correspondent pas à la mission d'une agence de crédit à l'exportation. Malheureusement, les mesures adoptées dans la loi C-13 contribuent à réduire la transparence d'EDC. Même en période de crise économique, EDC est redevable envers les Canadiens de contribuer à l'intérêt public. Cette agence devrait soutenir les secteurs industriels qui offrent un potentiel à long terme pour le développement économique plutôt que des secteurs qui font face à des tendances structurelles affectant leur viabilité, tendances qui persisteront après la crise.
- 7. Accélérer la mise en oeuvre du volet énergies renouvelables de la Stratégie canadienne de l'énergie, telle qu'identifiée dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques¹¹.** Les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral doivent travailler ensemble afin d'offrir une énergie propre et abordable à tous ceux et celles qui habitent le pays et à toutes les entreprises qui vont nous aider à redémarrer à la suite du temps d'arrêt imposé par la pandémie. Les Inuits et les Premières nations du Nord ainsi que le secteur agricole pourraient grandement bénéficier d'un meilleur accès à des énergies propres et abordables. L'application de cette recommandation permettrait de créer des emplois en développement des infrastructures, de stimuler l'innovation et d'attirer les investissements d'entreprises qui oeuvrent dans le secteur des énergies vertes ou qui dépendent du développement de celles-ci pour leur croissance. En mettant de l'avant les principes de développement durable et d'efficacité énergétique, c'est toute la société canadienne qui en sortira gagnante.

Transport : ambition et innovation

Transport collectif : un service public essentiel

Équiterre tient à souligner les investissements records consentis en transport collectif lors du précédent mandat du gouvernement et salue l'engagement de pérenniser ces investissements. Ceux-ci permettront la mise en oeuvre de plusieurs projets structurants aux nombreux bénéfices environnementaux et sociaux, mais également économiques. Outre les investissements requis pour le développement du réseau, nous invitons le gouvernement fédéral à appuyer les municipalités dont les finances étaient déjà sous pression avant l'apparition de la pandémie, afin que les organismes publics de transport collectif (OPTC) puissent continuer de bonifier le service, dont les coûts ne cessent de croître.

- 8. Créer un fonds d'urgence permettant aux sociétés de transport de maintenir l'offre de service de transport collectif et de garantir la sécurité des opératrice.s et des passager.ère.s.** En réponse à la crise actuelle, Équiterre est d'avis que le gouvernement mette en place une aide d'urgence aux sociétés de transport collectif toutes durement touchées par cette crise, puisqu'elles offrent un service public essentiel. Ces services assurent le déplacement des milliers de travailleurs et travailleuses des services essentiels, notamment du secteur de la santé. Le maintien de l'offre de service est donc crucial. Ces sociétés font face à une diminution radicale de leur achalandage et donc de leurs revenus de

11 http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/eccc/En4-294-2016-fra.pdf

fonctionnement, en parallèle à une augmentation des coûts liés au nettoyage plus fréquent de leurs véhicules pour assurer la sécurité des opérateurs et des passagers.

- 9. Bonifier et pérenniser les investissements en matière d'infrastructures de transports collectifs.** Dans le plan de relance économique, Équiterre recommande au gouvernement de bonifier et de pérenniser les investissements en transport collectif. Les projets structurants auront des effets bénéfiques pour l'environnement et pour la qualité de vie des Canadiens, assureront une meilleure mobilité des personnes et des biens et contribueront à la prospérité économique du pays.

Mieux utiliser nos ressources renouvelables

Accélérer l'électrification des transports: décarboniser tout en stimulant l'économie

La crise que nous traversons affectera durement l'industrie automobile canadienne. Depuis plus de vingt ans, ce secteur important de l'économie est en déclin. De plus, il se heurte à un marché mondial en pleine transformation qui évolue vers l'efficacité énergétique et l'électrification. Alors que le marché mondial tourne progressivement le dos aux combustibles fossiles, le Canada a une opportunité d'allier relance économique et transition. Pour y arriver, il doit garder le cap et accélérer la décarbonisation du secteur automobile.

- 10. Amorcer le processus réglementaire afin d'éliminer la référence automatique au règlement des États-Unis et maintenir la rigueur du règlement actuel en termes de réduction de GES.** Le Canada doit pouvoir contrôler les normes qui encadrent les émissions de GES de son parc de véhicules. La seule façon d'y parvenir est de mettre en œuvre une réglementation canadienne pour améliorer le rendement énergétique des véhicules légers. Les normes précédentes permettent aux manufacturiers automobiles de répondre aux exigences de manière rentable et assurent aux Canadiens et Canadiennes que leur prochain véhicule sera moins polluant et moins coûteux en carburant que le précédent. Le maintien de ces normes plus ambitieuses permettrait également au pays d'atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon 2030 pour le secteur des transports.
- 11. Accélérer l'électrification en mettant en œuvre une norme pancanadienne sur les véhicules zéro émission.** Dans le contexte de crise économique et climatique mondiale, le Canada a une occasion historique d'orienter les fonds publics vers un plan de relance «vert» qui cible les technologies propres. L'électrification des transports est une des stratégies à privilégier pour décarboniser l'économie, mais c'est aussi l'occasion de renverser le déclin de l'industrie automobile canadienne observé depuis plus de 20 ans. À cet effet, le Canada s'est donné comme objectif d'atteindre 30% de vente de véhicules zéro-émission d'ici 2030 et 100% d'ici 2040. Pour y arriver, il est nécessaire d'adopter une combinaison de mesures stimulant la demande et des mesures pour assurer une offre suffisante.

Une récente étude de l'International Council on Clean Transportation (ICCT) et de l'Institut Pembina démontre que l'action la plus significative que peut prendre le Canada pour stimuler la fabrication de véhicules électriques au pays et maintenir l'industrie canadienne dans une position de force à l'échelle internationale est de mettre en place des politiques publiques qui permettraient d'accroître les ventes à l'échelle nationale¹².

La firme Navius démontre de son côté que l'instauration d'une norme pancanadienne sur les véhicules zéro émission permettrait, à elle seule, d'atteindre les objectifs nationaux de vente de VZE en 2030 et 2040, et ce, à faible coût¹³. À l'heure actuelle, le secteur économique des VZE du Canada représente environ 1,1 milliard de dollars du PIB (dollars de 2015) et emploie environ 10 000 personnes. En fonction des politiques actuelles, ce secteur pourrait représenter 43 milliards de dollars du PIB et 342 000 emplois d'ici 2040. Toutefois, avec des politiques

12 [Canada's role in the electric vehicle transition](https://theicct.org/publications/canada-zev-transition), URL: <https://theicct.org/publications/canada-zev-transition>

13 [Reaching 30% plug-in vehicle sales by 2030: Modeling incentive and sales mandate strategies in Canada](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1361920918301809) <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1361920918301809> et [Simulating zero emission vehicle adoption and economic impacts in Canada](https://theicct.org/publications/zev-impacts-canada), URL: <https://theicct.org/publications/zev-impacts-canada>

plus ambitieuses (telles qu'une norme sur les VZE), cela pourrait atteindre 152 milliards de dollars et 1,1 million d'emplois en 2040¹⁴.

Équiterre est aussi d'avis qu'une norme VZE pour les véhicules moyens et lourds, comme celle développée par la Californie, devrait être rapidement envisagée par le gouvernement du Canada. Miser sur l'électrification des transports est une solution qui apportera des bénéfices tant pour le climat et la qualité de l'air que pour l'économie et l'industrie canadiennes.

Agriculture : renforcer la chaîne de valeur

Une production soumise aux aléas des crises

Notre chaîne de production et de distribution alimentaire, déjà fragile avant l'arrivée de la pandémie, est fragilisée davantage par des restrictions supplémentaires imposées dans le cadre d'une lutte contre la pandémie de COVID-19.

Les impacts économiques importants des mesures prises pour endiguer la propagation du virus va entraîner une incertitude quant à la capacité des producteurs agricoles, qu'ils soient de petits producteurs maraîchers ou des exploitants de grandes cultures, d'écouler leur production. En parallèle, de très nombreuses familles vont se trouver en situation d'insécurité alimentaire et auront besoin d'une aide pour assurer leur approvisionnement minimum.

Comme l'affirme la FAO, « nous allons devoir affronter une crise alimentaire imminente, à moins que des mesures soient prises rapidement pour protéger les plus vulnérables, maintenir l'activité des filières et atténuer les effets de la pandémie sur tout le système alimentaire »¹⁵.

La crise sanitaire de 2020 s'ajoute à des problématiques agroenvironnementales qui s'accumulent depuis des années. En effet, la dégradation des sols a coûté 3,1 milliards\$ en pertes de rendements en 2011, et une perte cumulée de 40 à 60 milliards\$ entre 1971 et 2011. Équiterre est d'avis que le gouvernement fédéral devrait appuyer les agriculteur.trice.s qui font le choix de concilier les objectifs de croissance de production du secteur agricole et la protection des capacités de production à moyen et long terme en changeant leurs pratiques.

Les producteurs agricoles sont parmi les premiers à éprouver les impacts de plus en plus marqués des changements climatiques. Les pertes de récoltes attribuables aux risques croissants associés aux changements climatiques ont des répercussions sur le PIB, la rentabilité, la viabilité des communautés rurales, la santé mentale des fermier.ère.s et aussi sur les programmes d'assurance gouvernementaux. Alors que 2019 a été caractérisée comme étant une année de *récoltes infernales*¹⁶, l'incertitude provoquée par la pandémie de 2020 ajoute un fardeau supplémentaire sur les épaules des producteurs.

Vers un système plus autonome et plus résilient

Notre système alimentaire « juste assez, juste à temps » dépend fortement de denrées et de personnes traversant plusieurs frontières pour maintenir des prix bas. Plus ou moins un quart de ce que nous mangeons est importé, et un cinquième de notre main-d'œuvre agricole vient de l'étranger. Cela contribue à maintenir la nourriture à bon marché, mais nous rend vulnérables à la fermeture des frontières et aux restrictions de voyage.

14 Ibid

15 <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/fr/>

16 <https://lfpres.com/news/local-news/some-area-corn-farmers-keen-to-forget-2019s-harvest-from-hell>

C'est donc le moment de renforcer notre système alimentaire et de consolider des économies durables et dynamiques sur des bases régionales.

Équiterre recommande donc :

- 12. D'investir dans la formation, l'éducation et la requalification pour développer des forces agricoles locales et régionales.** Nous devons également investir dans la diversification de la production pour un système agricole plus durable, mais aussi un régime alimentaire diversifié et sain.
- 13. D'investir dans nos programmes agroenvironnementaux afin que les fondements de notre sécurité alimentaire – sol, eau et biodiversité – soient régénérés.** Il s'agit de la meilleure police d'assurance qui soit pour protéger nos capacités de production à long terme. En effet, les stratégies pour augmenter et maintenir des sols en santé sont l'un des moyens les plus importants pour réduire l'empreinte GES issue des cultures agricoles et renforcer la résilience des fermes. C'est pourquoi les politiques publiques devraient privilégier les solutions axées sur la nature.
- 14. De bonifier les programmes de gestion de risque de l'entreprise pour qu'ils incitent les producteurs à adopter des pratiques régénératrices des sols.** De telles pratiques réduisent non seulement le risque climatique pour la société et pour les fermiers (et constituent en ce sens un usage adéquat des fonds publics), mais aussi les émissions de GES sur les fermes ; elles permettent en outre de renforcer la résilience des fermes.

Conclusion : diminuer la vulnérabilité des Canadiens et des Canadiennes face aux crises

Équiterre réitère son appui au gouvernement fédéral et aux parlementaires qui contribuent à assurer la santé et la sécurité financière et alimentaire de tous les Canadiens et Canadiennes. C'est par l'entremise de politiques publiques ambitieuses et d'un appareil d'État au service de ces politiques qu'il sera possible de réduire la vulnérabilité des citoyen.ne.s face aux crises.

Pour ce faire, le gouvernement devra continuer de prioriser la santé. Les investissements dans ce secteur devront non seulement chercher à protéger la population de la COVID-19, mais également à protéger la santé publique à plus long terme, par exemple en réduisant la pollution atmosphérique, responsable de milliers de décès prématurés chaque année.

De plus, les gouvernements devraient faire passer les intérêts des travailleur.euse.s d'abord. Ce sont eux.elles qui permettent d'assurer le fonctionnement de base de notre société pendant la période d'isolement et de garder la population en santé. C'est aussi par les travailleur.euse.s que passera le succès de la reprise. Il faudra former une force de travail qui pourra oeuvrer dans des secteurs économiques d'avenir, qui seront plus résilients.

Par ailleurs, les investissements pour redonner de l'élan à notre société devraient nous rendre moins vulnérables face aux prix hautement volatils du pétrole ou à des chaînes d'approvisionnement fortement mondialisées.

Finalement, nous invitons le gouvernement à investir dans des campagnes de sensibilisation destinées à favoriser l'adhésion des citoyen.ne.s aux mesures de redémarrage. La multiplication des espaces et forums de discussion pour créer un véritable dialogue pancanadien dans les différentes régions, provinces et territoires du pays permettra aux Canadiens et les Canadiennes de s'approprier la reprise pour que celle-ci soit couronnée de succès.

Des milliards de dollars sont injectés dans l'économie canadienne: il s'agit d'une opportunité historique pour le gouvernement d'offrir une réponse commune aux défis posés par les trois crises qui frappent la société canadienne de façon simultanée.